

Rapport d'impact 2022

Protéger le réseau des réseaux



Internet
Society

Table des matières

Introduction.....	2
Sécurisation d’Internet.....	3
Garantir la confidentialité des informations sur Internet renforce la confiance.....	4
Journée mondiale du cryptage	5
Assurer le fonctionnement d’Internet implique de le protéger contre les politiques néfastes.....	6
Le travail visant à protéger Internet des politiques néfastes n’est jamais terminé.....	6
Protéger Internet et toutes personnes qui l’utilisent avec la sécurité du routage.....	8
Aider les tribunaux à comprendre les effets de leurs décisions juridiques sur Internet et sur les individus.....	9
Protéger Internet contre la fragmentation	11
Russie : comment les événements mondiaux sont-ils interconnectés avec Internet.....	12
Résorber la fracture numérique	14
Cap-Vert, Maldives et Suriname	15
États-Unis : émancipation économique avec le Jesup Cyber Wagon.....	18
Garantir le fonctionnement d’Internet dans les moments critiques	20
Internet est une force positive	21

Introduction

Alors que des individus du monde entier sont confrontés à des problématiques telles que la guerre, la crise des réfugiés, des catastrophes naturelles, ou les inégalités financières raciales ou sociales, nous voyons s'accroître le besoin de lien social, d'informations fiables et de possibilités de faire ses propres choix.

Internet contribue à rendre cela possible.

C'est pourquoi, avec nos membres et nos partenaires, nous cherchons à développer et protéger cette ressource essentielle. Nous résolvons des problématiques importantes liées à la sécurité, à la fragmentation et à la connexion des populations mal desservies.

Nous le faisons afin que les individus puissent bénéficier de ressources qui peuvent leur changer la vie, voire même la sauver. Nous voulons qu'ils puissent s'occuper de leur famille et de leur communauté et qu'ils puissent participer pleinement aux activités auxquelles ils attachent de l'importance.



Sécurisation d'Internet

Internet est basé sur la confiance. Vous devriez pouvoir être sûr de votre capacité à vous connecter à Internet, qui que vous soyez et où que vous soyez. C'est ce qui a permis à Internet de s'épanouir et de devenir une ressource aussi primordiale pour les individus qui en ont besoin dans le monde entier.



Garantir la confidentialité des informations sur Internet renforce la confiance



Journée mondiale du cryptage



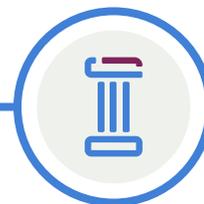
Assurer le fonctionnement d'Internet implique de le protéger contre les politiques néfastes



Le travail visant à protéger Internet des politiques néfastes n'est jamais terminé



Protéger Internet et toutes personnes qui l'utilisent avec la sécurité du routage



Aider les tribunaux à comprendre les effets de leurs décisions juridiques sur Internet et sur les individus



Garantir la confidentialité des informations sur Internet renforce la confiance

Le cryptage permet à des individus de gagner leur vie et peut même sauver des vies. Pour que chacun de nous puisse participer au monde en toute confiance, nous devons savoir que nos informations numériques sont sécurisées. Cela concerne chacun de nous et c'est tout particulièrement essentiel pour les groupes vulnérables, comme les enfants et les communautés LGBTQ+, et pour les professions qui dépendent de la confidentialité, comme les journalistes et les défenseurs des droits humains.

[Afsaneh Rigot](#), militante LGBTQ+ pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et participante à la Journée mondiale du cryptage, déclare : « Ces dérives visant à affaiblir le cryptage et à créer des portes dérobées, par exemple en Union Européenne et aux États-Unis . Elles prennent de l'ampleur. Elles prennent de l'ampleur, et des politiques comparables vont être adoptées, ou même copiées, notamment au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Il est donc fondamental de protéger le droit au cryptage pour les communautés marginalisées, victimes de surveillance massive et d'abus policiers. Lorsque les personnes qui sont les plus impactées sont protégées et en toute sécurité, la population dans son ensemble est protégée et en sécurité. »



Journée mondiale du cryptage

La Journée mondiale du cryptage est un événement annuel durant lequel l'Internet Society et les membres et partenaires de notre Coalition mondiale de cryptage (GEC) partagent un appel commun à l'action afin de protéger le cryptage de bout en bout et de lutter contre toute tentative visant à l'affaiblir.

C'est l'une de nos nombreuses initiatives pour faire cesser le contournement du cryptage de bout en bout et protéger notre vie privée en ligne.

- La deuxième Journée mondiale du cryptage s'est déroulée le 21 octobre 2022
- Soixante événements ont été organisés dans le monde entier, comme la signature de lettres ouvertes, des actions de plaidoyer directement destinées aux gouvernements, des formations sur le cryptage et la sensibilisation des médias.
- Deux membres du GEC ont apporté leur soutien.
- 11,2 millions de personnes concernées.

Douze décideurs politiques ou entités gouvernementales, notamment le Parlement autrichien, le ministre de la Justice allemand et le ministre du Numérique tchèque ont déclaré publiquement leur soutien au cryptage.

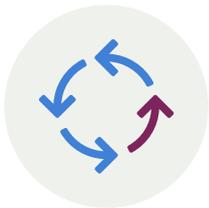
Seize autres représentants élus ont fait des déclarations favorables au cryptage, notamment des membres des corps législatifs du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'Union Européenne.



Assurer le fonctionnement d'Internet implique de le protéger contre les politiques néfastes

Plusieurs politiques et projets de loi mettant en danger la confidentialité et la sécurité de nos communications font leur apparition chaque année. Nous devons nous y opposer avant qu'ils ne prennent racine, pour que chacun puisse utiliser un Internet sécurisé et en tirer les bénéfices. Nous le faisons en utilisant de nombreux canaux (plaidoyer de groupe avec le GEC, Journée mondiale du cryptage, relations directes avec les gouvernements, ateliers, et rapports d'impact sur Internet).

En 2022, plusieurs projets de loi menaçant le cryptage n'ont pas été adoptés. Parmi ceux-ci se trouvaient ceux qui étaient faussement désignés comme [Kids Online Safety Act](#) (États-Unis) et [EARN IT Act](#) (États-Unis), qui visaient le cryptage. Si ces projets avaient été adoptés, ils auraient pu avoir des conséquences majeures sur notre sécurité en ligne, et menacer de créer des fractures au sein même de l'Internet. Même si ces projets de loi n'ont pas été adoptés en 2022, ils sont réintroduits en 2023 avec les mêmes menaces au cryptage. Nous sommes activement engagés à suivre de près les évolutions et à plaider contre les messages qui forcent le cryptage.



Le travail visant à protéger Internet des politiques néfastes n'est jamais terminé

Des politiques nuisibles pour Internet sont proposées très régulièrement et elles servent souvent de sources d'inspiration à d'autres politiques nocives dans le monde entier.

Des projets de loi tels que la Réglementation UE sur les abus sexuels en ligne (UE), le Draft Indian Telecommunication Bill (Inde), et l'UK Online Safety Bill (R.-U.) persistent en 2023, et nous nous attendons à en voir d'autres émerger à l'horizon 2024.



Shradha Pandey

Ancienne élève et membre du conseil du groupe permanent pour les jeunes

Avec son incroyable énergie et son engagement constant en faveur d'une implication marquée des jeunes, Shradha Pandey est clairement une source d'inspiration. Parmi ses nombreux succès, Shradha a été nommée Ambassadrice de la Jeunesse pour le Forum sur la gouvernance de l'Internet 2020 de l'Internet Society, a figuré parmi les 12 personnes sélectionnées pour le programme Kofi Annan Changemakers en 2022 et siège actuellement au conseil du Groupe permanent pour les jeunes.

Elle aime aider d'autres jeunes personnes à devenir des défenseurs d'Internet. Elle a collaboré avec l'Union internationale des télécommunications pour le Generation Connect Global Youth Summit qui s'est tenu à Kigali, au Rwanda, où elle a présenté une master-class intitulée « In the shoes of a digital policymaker ». Elle a également organisé et participé à un Dialogue sur la gouvernance de l'Internet (DIG) pour la jeunesse, suivi d'initiatives EuroDIG et d'autres initiatives dans le cadre d'IGF nationaux, sous-régionaux et régionaux.

« Faites les choses l'une après l'autre, n'oubliez jamais que votre avis compte et sachez que votre communauté Jeunesse sera toujours là pour vous aider au début de votre parcours et pour vous donner les moyens de devenir un vrai leader, qui protège et défend Internet, » déclare-t-elle.



Protéger Internet et toutes personnes qui l'utilisent avec la sécurité du routage

Dans le tumulte des dernières années, Internet a aidé bon nombre d'entre nous de manières jusqu'alors inimaginables. Malheureusement, cet accroissement de l'activité en ligne a entraîné l'accroissement du risque de cyberattaques et de vulnérabilités. Il est plus important que jamais de s'assurer que les données vont là où elles sont censées aller, selon des itinéraires sécurisés.

Les Normes pour la sécurisation routage mutuellement agréées (MANRS) permettent de relever ce défi. Elles définissent les bonnes pratiques en matière de routage pour les exploitants de réseau, les points d'échange Internet (IXP) et les réseaux de diffusion des données et fournisseurs de cloud, ce qui entraîne une réduction du nombre d'incidents de routage.

MANRS continue de s'étendre, et compte désormais plus de 1000 participants et 20 partenaires. Un Internet sécurisé est plus important que jamais pour notre société. MANRS contribue à sécuriser Internet.

En 2022, la Federal Communications Commission a émis un avis d'enquête (Notice of inquiry) au sujet de la sécurité du routage Internet. MANRS a été mentionné 40 fois dans ce document, ce qui a assis sa réputation de norme pour la sécurité du routage aux États-Unis.



Aider les tribunaux à comprendre les effets de leurs décisions juridiques sur Internet et sur les individus

En 2022, nous avons déposé un mémoire amicus curiae dans le cadre d'une affaire jugée par la cour d'appel du neuvième circuit des États-Unis. Ce jugement aurait pu avoir des effets majeurs sur notre façon d'utiliser Internet. Dans *Hunley v. Instagram*, des photographes ont porté plainte contre Instagram, en déclarant qu'Instagram se rendait coupable d'infraction au droit d'auteur en permettant à ses utilisateurs d'intégrer les œuvres de photographes sur d'autres sites Internet.

Dans notre mémoire, nous avons contesté la possibilité d'adopter des lois globales sur la responsabilité en matière de droits d'auteur sur l'ensemble d'Internet. Ce type de législation pourrait rendre les prestataires d'hébergement de contenus enclins à refuser en bloc l'intégration, contraindre les créateurs à acheter davantage d'espace sur serveur pour héberger leurs contenus ou à arrêter de créer des contenus, ou entraîner des changements radicaux dans le mode de fonctionnement du réseau Internet, l'un des éléments constitutifs d'Internet.

En février 2023, le tribunal a rendu le jugement que nous espérions, en faveur d'Instagram. À l'heure où les tribunaux deviennent le nouveau terrain de bataille pour notre avenir en ligne, notre programme Amicus continuera à donner une voix à Internet, et à toutes les personnes qui en ont besoin.



Lily Edinam Botsyoe

Ancienne élève et membre du chapitre de l'Internet Society du Ghana

Des défenseurs d'Internet visionnaires et novateurs, comme Lily Edinam Botsyoe se regroupent pour protéger Internet.

Au poste de responsable du Comité pour les femmes et la jeunesse du chapitre ghanéen, Lily a joué un rôle central dans la défense et le soutien de la participation des femmes à différentes activités relatives à Internet. Elle explique qu'elle adore travailler avec d'autres jeunes pour donner vie à leurs idées, et ce qu'elle appelle une « énergie débordante ».

Lily a également été la représentante de la jeunesse dans le comité de pilotage du Forum sur la gouvernance de l'Internet (IGF) du Ghana. Sur la scène internationale, Lily a été sélectionnée pour représenter la jeunesse lors de l'IGF Expert Group Meeting à New York et a pris la parole au nom des jeunes lors de la cérémonie d'ouverture de l'IGF annuel d'Addis-Abeba, en Éthiopie. Elle a également énormément contribué aux processus qui ont donné lieu à la création du Sommet de la Jeunesse lors de l'IGF de 2022.

« Toutes les contributions ont leur importance. Elles peuvent sembler petites, mais elles ont un effet boule de neige. Où que vous soyez, vous pouvez être moteur du changement, [puis] vous appuyer sur la communauté de l'Internet Society pour partager votre travail avec de nombreuses autres personnes. »



Protéger Internet contre la fragmentation

La politisation des décisions relatives au fonctionnement interne d'Internet ne date pas d'hier, mais ce phénomène prend de l'ampleur. Le terme « Splinternet » s'est fait connaître du grand public en 2022, ce qui montre son importance croissante. Si cette fragmentation d'Internet se produit, et divise artificiellement Internet en zones selon des limites géographiques, politiques, commerciales ou technologiques, cela nuira à la confiance et au mode de fonctionnement qui lui ont permis de prospérer.

En 2022, dans le cadre de notre travail constant contre la fragmentation, nous avons lancé une campagne de plaidoyer et transmis un appel à l'action aux chapitres, partenaires, organisations et membres individuels pour participer à la défense d'un Internet ouvert et mondialement connecté.

Internet fonctionne car il s'agit d'un réseau de réseaux, d'une ressource neutre accessible à tous. Il ne doit pas devenir un enjeu géopolitique.

Les membres et partenaires de l'Internet Society ont partagé un message important en envoyant des lettres aux législateurs, en sensibilisant les gouvernements et les fournisseurs de réseau et en publiant sur les réseaux sociaux avec les hashtags [#ProtectTheInternet](#) [#StopTheSplinternet](#).



Russie : comment les événements mondiaux sont-ils interconnectés avec Internet

Suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de nombreux gouvernements ont demandé la déconnexion de la Russie à Internet, dans le cadre de sanctions économiques plus larges. Il s'agit d'une mesure périlleuse, qui nuirait davantage aux citoyens qu'aux acteurs étatiques et les isolerait du reste du monde, au moment où ils ont le plus besoin d'informations.

Nous nous sommes opposés au langage des sanctions proposées par certains pays qui, si elles étaient confirmées, contraindraient les citoyens russes à se contenter de RuNet, leur réseau en ligne national. En utilisant la Boîte à outils pour l'évaluation de l'impact sur Internet, nous avons analysé les risques qu'entraînerait l'isolement de la Russie de l'Internet mondial réel, établi une stratégie de plaidoyer et incité nos chapitres et nos organisations membres à présenter les enjeux concrets, en les invitant à passer à l'action. Nous avons alors exhorté les pays à exclure l'accès à Internet des sanctions et à ne pas politiser Internet. Les États-Unis, l'UE, et le G7 se sont engagés à exempter les télécommunications nécessaires à l'accès à Internet et aux flux d'informations de leurs sanctions envers la Russie.



La fin d'Internet tel que nous le connaissons

Surfshark, une organisation membre de l'Internet Society, a organisé un podcast avec des membres du personnel de l'Internet Society : Natalie Campbell, directrice exécutive pour les affaires réglementaires et gouvernementales en Amérique du Nord et Neeti Biyani, Conseillère exécutive pour la politique et le plaidoyer. L'épisode, intitulé « The End of the Internet as We Know It », et la vidéo d'explication qui l'accompagnait, ont amplifié la portée de notre message contre la fragmentation et été vus par plus de 61 000 personnes.

[Écoutez ce podcast.](#)



Esther Mwema et Uffa Modey

Esther Mwema : Ancienne élève de l'Internet Society et membre du chapitre de l'Internet Society de la Zambie

Uffa Modey : Ancienne élève de l'Internet Society et Membre du chapitre de l'Internet Society du Nigéria et du groupe de l'intérêt spécial pour les jeunes

Esther Mwema et Uffa Modey ont commencé leur parcours en matière de gouvernance d'Internet dans le cadre du programme Jeunesse@2017 de l'Internet Society qui leur a permis de participer au Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) tenu à Genève.

Durant le FGI, elles ont collaboré avec d'autres jeunes boursier-ères de l'Internet Society—tou(te)s âgé(e)s de moins de 25 ans —pour lancer une communauté de base numérique soit Digital Grassroots (DIGRA), une association de jeunesse, à but non lucratif, dirigée par des femmes, qui fait participer les jeunes à la gouvernance de l'Internet et répond aux besoins numériques des communautés mal desservies.

Après toutes ces années, DIGRA continue sa mission d'impliquer les jeunes sur les questions importantes liées à l'Internet. En 2022, Esther et Uffa ont organisé deux cohortes de six semaines dans le cadre d'un programme d'échange éducatif sur les droits numériques. Ce programme en ligne avait réuni 40 défenseurs des droits de l'homme, avocats, journalistes, chercheurs, militants de la gouvernance de l'Internet et autres personnes issues de 14 pays, qui disposent désormais de connaissances essentielles sur les questions d'accès et d'accessibilité à l'Internet, de liberté d'expression, de coupures de l'Internet, de protection de la confidentialité et de surveillance numérique.

Le programme en ligne intitulé Digital Grassroots Ambassadors de la DIGRA s'est également avéré efficace, ayant formé au total plus de 170 ambassadeurs dans plus de 30 pays, lesquels s'engagent aujourd'hui dans un activisme numérique dont l'impact s'étend à des dizaines de communautés.



Résorber la fracture numérique

Au moins 2,7 milliards de personnes n'ont pas accès à Internet. La fracture numérique a de nombreuses facettes. Elle n'est pas simplement une question de disponibilité, mais aussi une question de prix, d'inégalités de genre et raciales et de compétences numériques. Nous faisons tout notre possible, avec nos membres, nos chapitres et nos partenaires, pour offrir un accès à Internet abordable, durable et sécurisé aux personnes qui en ont le plus besoin, dans certaines des zones les plus isolées, pour établir des connexions durables.



Cap-Vert, Maldives et Suriname



États-Unis : émancipation économique avec le Jesup Cyber Wagon



Garantir le fonctionnement d'Internet dans les moments critiques



Photos © Randy Berghout



Cap-Vert, Maldives et Suriname

Les petits États insulaires en voie de développement forment un groupe distinct de pays en voie de développement qui sont souvent confrontés à un isolement géographique et à des catastrophes naturelles fréquentes.

Cela vient s'ajouter à une faible population, à l'absence d'économies d'échelle et au coût élevé de la traversée océanique pour expliquer les frais élevés de connexion à Internet et, par conséquent, la plupart des habitants n'y ont pas accès. Ceux qui parviennent à s'offrir une connexion obtiennent souvent un accès lent, onéreux et peu fiable.

En 2022, nous avons soutenu trois nouveaux IXP au Cap-Vert, aux Maldives et au Suriname, ce qui a permis de poser les bases pour des connexions à Internet moins onéreuses, plus rapides et plus résilientes. Ces IXP ont également permis de réduire le besoin en bande passante internationale et de soutenir le développement et l'hébergement de contenus locaux.



Gros plan sur le point d'échange Internet des Maldives (MVIX)

Un groupe d'exploitants de réseaux des Maldives a travaillé ensemble pour donner naissance à MVIX, le premier IXP des Maldives. Nous nous sommes associés à l'APNIC, à la Fondation APNIC et à l'APIX pour soutenir le MVIX dans sa mission visant à réduire les coûts et à améliorer l'expérience utilisateur d'Internet dans ce secteur.

« Assurer une bonne connectivité Internet à chaque île a représenté un défi. La bande passante était limitée », a déclaré Mohamed Azim, responsable de l'infrastructure essentielle et IP chez Raajje Online et soutien de l'IXP des Maldives (MVIX).

Un autre soutien, Mohamed Anas, administrateur système chez Medianet, a ajouté : « Notre plus grand défi ? Gérer les services Internet pour nos clients avec plusieurs fournisseurs d'accès à Internet. En adhérant à MVIX, nous pourrions réduire nos coûts d'exploitation. »



Népal : amélioration de l'accès à Internet près du mont Everest

Ce travail pour l'accès à Internet pour les habitants des villages népalais de Khunde et Khumjung, non loin du mont Everest, a en partie commencé par les actions d'une personne, Chhepal. Chhepal, un entrepreneur sherpa habitant à proximité, a mobilisé la communauté pour créer ensemble une connexion à Internet. Ces membres de la communauté ont commencé par un réseau sans fil, et l'Internet Society a pris en charge les frais pour l'assistance technologique et pour l'infrastructure.

La connectivité initiale permet désormais aux membres de ces communautés d'accéder à des ressources pédagogiques et à des opportunités économiques. Un nouveau hotspot Wi-Fi installé dans l'école locale permet aux enfants de Khunde, de Khumjung et de nombreux villages aux alentours d'avoir accès à de meilleurs outils pédagogiques. Chhepal peut désormais contacter davantage de visiteurs potentiels pour son entreprise de séjour chez l'habitant Sherpa et renforcer le tourisme local. D'autres membres de la communauté de Chhepal peuvent désormais envisager différentes manières de gagner leur vie grâce à l'accès à Internet.

Même si ces avancées ont déjà apporté énormément de bienfaits aux habitants de ces communautés, le travail continue afin que, bientôt, chaque logement de Khunde et Khumjung ait accès à Internet.



Osei Manu Kagya

Ancien élève et membre du chapitre du Ghana de l'Internet Society

Internet ne peut être utile à notre société que s'il est le reflet des personnes qui y vivent. Osei Manu Kagya, membre de l'équipe de communication de l'Institute of ICT Professionals Ghana, présente son parcours comme « un mélange subtil de technique et de plaidoyer pour la société civile ». En 2022, il a été nommé représentant du chapitre du Ghana de l'Internet Society et a rejoint le comité de pilotage du comité Jeunesse et Femmes. Il a également intégré un journal économique et financier, dans lequel il rédige des articles et des éditoriaux sur les problématiques relatives à Internet.



États-Unis : émancipation économique avec le Jesup Cyber Wagon

La connectivité à Internet est également un problème à Tuskegee, Alabama, aux États-Unis, en particulier dans les communautés noires à faibles revenus, ce qui reflète les inégalités raciales qui persistent. Le manque d'accès fiable à Internet nuit à l'accès aux services de santé, d'éducation et à d'autres services sociaux en temps réel.

Boyd Stephens, entrepreneur de l'Alabama et une équipe de volontaires ont construit une infrastructure physique et installé la fibre pour offrir un accès au haut débit à Tuskegee et à ses environs.

Nommé Jesup Cyber Wagon en référence à une « école mobile » tractée par un mulet, qui allait à la rencontre des fermiers noirs au début du XXe siècle, ce projet de réseau communautaire a été rendu possible par un partenariat avec la Tuskegee Housing Authority, un service qui offre des hébergements abordables, ainsi que par une bourse financée par l'Internet Society et Truist Financial. Jesup Cyber Wagon a reçu près de 180 000 dollars américains pour concrétiser la vision de M. Stephens.

Ce projet inclut un centre de formation et d'apprentissage après l'école et un centre de formation technique. Grâce à un programme de mentorat, les lycéens sont formés en informatique ainsi que sur les aspects philosophiques des technologies. Des personnes de toutes les classes d'âge apprennent comment fonctionne Internet et obtiennent des compétences économiques et entrepreneuriales.

« Ce qui nous motive le plus est de fournir aux individus des moyens, économiques et sociaux afin de leur donner une voix. Car personne ne peut raconter votre histoire aussi bien que vous-même, et ce merveilleux réseau des réseaux qu'est Internet vous permet de bien faire cela », déclare M. Stephens.



Bakary Kouyate

Président du chapitre du Mali et fondateur de MaliNOG

Bakary Kouyate, président du chapitre du Mali, est parti d'une idée. Il a réuni sa communauté technique locale pour la concrétiser.

Il a remarqué qu'il n'existait aucun forum unique au Mali au sein duquel les exploitants de réseaux ou les prestataires de service pouvaient partager leurs recherches techniques, leurs informations sur les évolutions d'Internet ou leurs données sur les communications électroniques. À l'initiative de Bakary, les membres du chapitre du Mali ont collaboré avec des professionnels techniques maliens, notamment avec des opérateurs de télécommunication, des fournisseurs d'accès à Internet, des agences gouvernementales pour les TIC, l'académie CISCO régionale, l'université et différentes associations, pour créer MaliNOG, le premier groupe d'exploitants de réseaux du Mali.

Celui-ci sert désormais de plateforme ouverte pour faire avancer l'ingénierie de réseau et Internet au Mali, sur laquelle tous les membres de la communauté Internet malienne peuvent échanger et faire part d'informations techniques et de leur expertise.

Saidou Toure, ingénieur réseau et responsable du réseau Africa Backbone, déclare : « ce groupe d'exploitants de réseaux nous permet de former tous les acteurs impliqués dans la gestion du réseau... C'était une excellente idée. Nous ne sommes pas suffisamment représentés. »



Garantir le fonctionnement d'Internet dans les moments critiques

Quand l'idée de déconnecter un pays, une région ou un groupe d'individus d'Internet est-elle bonne ? Jamais

Pourtant, des coupures se produisent encore aujourd'hui. En 2022, les coupures ont coûté environ 24 milliards de dollars américains à l'économie mondiale, la majorité d'entre elles attribuée à la Russie (21,59 milliards de dollars américains), puis l'Iran (773 millions de dollars américains) et le Kazakhstan (410,7 millions de dollars américains).

Cela implique également des risques en matière de droits humains. Dans certains pays, les coupures d'Internet sont utilisées par le gouvernement en période électorale pour empêcher les citoyens de recevoir des informations exactes à jour.

Bénin

Suite au succès d'une campagne visant à ne pas couper Internet durant l'élection de 2021, le chapitre du Bénin a organisé une nouvelle campagne en 2022 pour éviter les coupures d'Internet dans le cadre des élections législatives de janvier 2023.

Il ne s'agit pas simplement de veiller à ce qu'Internet continue de fonctionner. Une infrastructure Internet robuste améliore la transparence des élections.

Kenya

Durant l'élection de 2022, la commission électorale kényane a utilisé Internet pour transmettre par voie numérique les résultats de l'élection depuis plus de 46 000 bureaux de vote partout dans le pays jusqu'aux serveurs centraux à Nairobi, où ils ont pu être vérifiés et comptabilisés officiellement. Les médias et d'autres parties prenantes ont pu réaliser un décompte indépendant des résultats, ce qui a amélioré la transparence du processus électoral.

Les habitants du Kenya ont pu télécharger les résultats des élections au fur et à mesure de leur transmission, sans aucune interruption, grâce notamment au point d'échange Internet du Kenya (KIXP), que l'Internet Society contribue à renforcer depuis plus de dix ans par des formations et un soutien technique et à l'infrastructure.

Internet est une force positive

Veillons à ce qu'il le reste.

Cette ressource fiable et fluide est vitale pour l'humanité. Alors que nous sommes confrontés à des menaces et que nous devons gérer des crises dans le monde entier, nous devons nous réunir pour défendre et protéger Internet.

Nous n'y parviendrons pas sans votre aide. Voici comment vous pouvez participer:

[Faire un don.](#)

[Devenir membre de l'Internet Society.](#)

Nous suivre sur:

 [Twitter](#)

 [Instagram](#)

 [LinkedIn](#)

